



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Réunion du Conseil d'administration

VIDÉOCONFÉRENCE (2 heures)

1er juin 2020

PROCES-VERBAL

Participants

Membres du Conseil d'administration

Alan Detheridge (AD) (trésorier)

Athayde Motta (AM), Conseil mondial/liaison avec le Conseil mondial

Carlo Merla (CM) (président)

Julie McCarthy (JM)

Susan Hazledine (SH)

Victoria Ibezim-Ohaeri (VO)

Secrétariat

Elisa Peter, directrice exécutive (EP)

Caroline Macleod, directrice des finances et des opérations (CJM)

Stephanie Rochford, directrice de l'engagement des membres (SR)

Membres excusés

Ali Idrissa (AI)

Résumé

S'assurer d'être plus forts au sortir de cette crise ; redoubler d'efforts pour soutenir les coalitions ; veiller à adapter et à faire adhérer nos membres aux nouvelles méthodes de travail (surtout virtuelles) ; examiner comment fournir un soutien financier supplémentaire aux coalitions, et continuer à soutenir les personnes les plus touchées par le secteur, y compris les groupes marginalisés.

Décisions

- Accord sur la révision de la politique relative aux réserves en vue de leur augmentation



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Actions

Action	Responsable	Échéance
Révision de la politique relative aux réserves	Comité des finances et de la vérification	D'ici la prochaine réunion du Conseil d'administration
Mise à jour du registre des risques	CJM	D'ici la prochaine réunion du Conseil d'administration
Diffusion de la version finale des statuts constitutifs de PCQVP INPA	CJM	D'ici la prochaine réunion du Conseil d'administration

Introduction

CM a accueilli les membres du Conseil d'administration à cette première réunion de l'année. Il a indiqué que la question principale pour le Conseil d'administration est de comprendre l'impact du Covid 19 sur le travail de PCQVP, de donner un aperçu, ainsi que de formuler des recommandations au sujet des priorités du secrétariat jusqu'à la fin de l'année. Aucun conflit d'intérêts n'a été soulevé concernant l'ordre du jour.

AM a présenté un court aperçu de la réunion du Conseil mondial, qui a eu lieu virtuellement le 6 avril, et du communiqué qui a été publié par le CM à l'issue de la réunion. Le CM a convenu de se réunir tous les mois pour s'assurer de jouer un rôle moteur dans la gestion des risques stratégiques et la saisie des opportunités pendant la crise COVID-19. EP a déclaré que le secrétariat est actuellement en train d'élaborer un programme pour les conversations mensuelles en cours avec le Conseil mondial qui auront lieu jusqu'à la fin de l'année.

COVID-19 : où PCQVP se voit-il dans un an ?

EP a brièvement présenté un aperçu de l'analyse effectuée à ce jour par le personnel du secrétariat concernant l'impact du Covid 19 sur le plan de travail annuel. Près d'un quart des activités n'ont pas encore commencé, bien que ce phénomène ne s'explique pas seulement par les retards liés au Covid. Près d'un quart des activités sont en voie de réalisation, mais elles sont en cours de reformatage (cela concerne principalement les réunions qui se déroulent désormais en ligne). Environ 10 % des activités ont été reportées au-delà de 2020 (notamment la conférence Afrique). La charge de travail et le rythme de travail du secrétariat n'ont pas ralenti, davantage de temps a été nécessaire à l'adaptation et au reformatage de nos plans.

Le Conseil d'administration a réfléchi à trois questions :



**PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ**

- Quelle est la chose la plus importante sur laquelle le secrétariat devrait se centrer entre aujourd'hui et décembre ?
- Quels sont les critères de réussite pour le secrétariat d'ici décembre ?
- Quels sont les critères de réussite pour le mouvement ?

Le Conseil d'administration s'est enquis de la solidité du financement, des changements dans l'exécution des projets limités dans le temps et de la campagne de transparence des contrats prévue dans le cadre du COVID-19 (un objectif Covid). Compte tenu de l'incertitude liée aux déplacements, le Conseil d'administration a également soutenu les plans visant à travailler à distance pendant le reste de l'année, à appuyer la capacité des militants à opérer dans des conditions humanitaires désastreuses et dans un espace civique fermé, ainsi qu'à répondre à leurs besoins les plus urgents, notamment l'assistance juridique (en particulier en ce qui concerne les arguments de force majeure). AD a suggéré que les membres de PCQVP soient alertés que, dans la situation actuelle, les sociétés extractives peuvent tenter de recourir à la force majeure ou autrement retarder ou réviser leurs obligations contractuelles ou légales de manière inappropriée (ou même corrompue). Il sera essentiel d'attirer l'attention sur les violations des droits des hommes et des femmes et de veiller à ce que les voix et les problèmes rencontrés par les communautés soient entendus au cœur d'une période où elles risquent de devenir invisibles, ainsi que de garantir la transparence et la redevabilité des régimes publics d'aide financière d'urgence. D'importantes contraintes budgétaires vont toucher les pays riches en ressources et la pression pour mobiliser les ressources nationales en vue de la reprise économique sera énorme, avec des implications potentiellement vastes sur la corruption au sein du secteur extractif (y compris liée à la renégociation des contrats), la transition énergétique, les niveaux de dette souveraine, etc. Le Conseil d'administration a encouragé le secrétariat à trouver de nouvelles façons de s'engager afin d'aider les coalitions à rester actives et engagées pendant cette période de crise, car les membres de PCQVP sont confrontés au défi du travail à distance et se réunissent désormais sur un espace numérique et non physique, qu'ils doivent utiliser de manière stratégique pour apporter un soutien aux coalitions et ainsi encadrer leur plaidoyer. Les plateformes de communication numérique peuvent constituer un domaine d'investissement, tandis que les plans de recrutement de nouveau personnel en vue de la réalisation de la stratégie Vision 2025 doivent également être maintenus. Les impacts du Covid sont très variés au niveau national (par exemple, les questions de couvre-feu au Nigeria) et auront des conséquences directes sur la capacité des membres à s'acquitter de leurs tâches.

Les membres du Conseil d'administration ont souhaité la bienvenue à VO, dans le cadre de sa première participation aux réunions.

Examen du registre des risques mis à jour (notamment le contenu relatif au COVID-19)

EP a donné un aperçu du registre mis à jour, les risques spécifiques présentés par le Covid 19 étant soulignés dans le cadre de la discussion. Une recommandation a été formulée afin d'ajouter un risque spécifique lié aux impacts négatifs du bien-être du personnel et des membres confrontés à la pandémie. VO a suggéré des options supplémentaires pour atténuer les risques liés à la sécurité



**PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ**

numérique. Aucun autre risque n'a été identifié. Il a été convenu que le registre des risques serait réexaminé lors de la prochaine réunion du Conseil d'administration en juillet.

Politique des réserves

CJM a présenté des propositions de révision de la politique relative aux réserves et a fait savoir au Conseil d'administration qu'une réserve à usage non restreint plus importante que d'habitude pourrait être constituée en raison de la crise de Covid-19. Le Conseil d'administration a discuté de la meilleure façon de gérer l'impact du Covid-19 sur le taux de dépenses de PCQVP et de l'opportunité d'affecter ou non les fonds non dépensés anticipés aux réserves ou de les conserver en tant que revenu reporté (différé). Le Comité des finances et de la vérification a convenu de développer davantage les recommandations politiques et de présenter une proposition actualisée au Conseil d'administration lors de la prochaine réunion en juillet.

Le Conseil d'administration a également discuté des difficultés de mise en œuvre d'une subvention à usage restreint et a pris note des mesures adoptées par le secrétariat pour gérer ces difficultés. Le Conseil d'administration a noté que les mesures prises par PCQVP afin de relever les défis une fois mis en lumière étaient lentes et que le Conseil d'administration aurait dû être alerté plus tôt. Le Conseil d'administration a souligné les efforts déployés pour renforcer les processus de diligence raisonnable et a approuvé la sélection d'un consultant.

Entité UE

CJM a présenté une mise à jour sur les progrès réalisés pour enregistrer une entité PCQVP dans l'Union européenne (PCQVP INPA). Le Conseil mondial est étroitement impliqué dans ce processus. Un accord de collaboration entre PCQVP et PCQVP INPA a été rédigé et communiqué au Conseil d'administration pour approbation. Suite à une motion dument présentée, soutenue et adoptée à l'unanimité, le conseil d'administration a approuvé l'accord de collaboration. CJM va maintenant préparer une proposition sur la composition du Conseil d'administration de l'INPA.

Le Conseil d'administration a tenu une réunion à huis clos au cours de laquelle le procès-verbal n'a pas été dressé.

La séance s'est clôturée à 17 h 52 BST.